

ENTRE WASHINGTON ET TEL AVIV

Dov Zakheim, la caution du Pentagone



Dov S. Zakheim est une figure à part dans le dispositif néo-conservateur mis en place autour de George W. Bush. Rabbín reconnu, rouage essentiel du « complexe militaro-industriel » états-unien, il a longtemps servi de caution juive pour les politiques de Washington défavorables à Israël. Depuis, il a rejoint le camp des ultra-conservateurs aux côtés de Dick Cheney et intégré le groupe des « Vulcains » mené par Condoleeza Rice. En juillet 2004, il participe à la restauration du « Comité du danger présent », dont le but affiché est de contraindre la future administration à lutter contre l'Islam.

page 2

Israël et les néo-conservateurs sur la défensive

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

En révélant l'existence d'une enquête du FBI pour espionnage au profit d'Israël, CBS News a ouvert une polémique qu'on essaye de dégonfler en Israël et dans les milieux néo-conservateurs. Avinoam Bar Yosef affirme qu'il ne s'agit que d'une agitation passagère due à la campagne électorale et Robbie Sabel voit dans cette affaire un malentendu. Pour Franck Gaffney, c'est une nouvelle charge de Powell contre Rumsfeld et l'affaire est motivée par l'antisémitisme.

page 8

REPÈRE : 7 SEPTEMBRE 1977

L'affaire Schleyer

En 1977, Hans Martin Schleyer, le patron des patrons allemands est enlevé par un commando du groupe terroriste d'extrême gauche Fraction Armée Rouge (RAF). Il sera assassiné en octobre sans que les revendications de ses ravisseurs aient été satisfaites. Pendant toute la durée de l'affaire, l'Allemagne est saisie d'hystérie sécuritaire et patriotique. Le 7 septembre, à l'université de Heidelberg, le journal étudiant *Mescalero* sera le seul à rappeler le lourd passé nazi de l'ancien officier SS Schleyer. Dès 1931, il avait dirigé, en tant que président des étudiants nazis, la « déjudaisation des universités ». Il avait fait ensuite carrière dans la SS, notamment en Tchécoslovaquie. Remarqué par Heydrich, il avait été nommé en 1941 à la tête du Comité central de l'industrie dans les territoires de l'Est, où il avait supervisé le travail des esclaves dans les camps de concentration - ce qui lui avait permis de faire sa place dans l'industrie allemande de l'après-guerre. L'auteur de l'article conclue qu'il a ressenti « une joie secrète » à l'annonce de l'enlèvement de Schleyer. La totalité de l'équipe de rédaction est exclue de l'université.



FRÉGATES DE TAÏWAN : DEUX MÉTHODES DE CENSURE POUR UN MÊME RÉSULTAT

Dans le dernier numéro de l'hebdomadaire satirique *Le canard enchainé*, un article révèle la censure par Serge Dassault d'une interview de l'intermédiaire taïwanais dans l'affaire des frégates. Cette interview était destinée à paraître en juillet dernier dans le quotidien *Le Figaro*, dont l'industriel français est désormais le patron. En effet si on évoque beaucoup les vedettes Thomson, l'affaire concerne par ailleurs des avions de chasse Mirages fabriqués par le groupe Dassault, qui assume de manière générale un rôle essentiel dans les affaires de défense du pays. On comprend bien la réaction de la Société des rédacteurs du *Figaro* qui tient à réaffirmer son désir d'indépendance éditoriale et organise pour cela une assemblée générale jeudi prochain. Mais les méthodes musclées de Dassault ont le mérite de poser une ligne claire là où *Le Monde* entretenait le flou : ce quotidien avait pour sa part choisi de focaliser son enquête sur les bottines de Roland Dumas pendant de longs mois durant lesquels le fond de l'affaire se trouvait relégué au second plan.

Entre Washington et Tel Aviv

Dov Zakheim, la caution du Pentagone

Dov S. Zakheim est une figure à part dans le dispositif néo-conservateur mis en place autour de George W. Bush. Rabbín reconnu, rouage essentiel du « complexe militaro-industriel » états-unien, il a longtemps servi de caution juive pour les politiques de Washington défavorables à Israël. Depuis, il a rejoint le camp des ultra-conservateurs aux côtés de Dick Cheney et intégré le groupe des « Vulcains » mené par Condoleeza Rice. En juillet 2004, il participe à la restauration du « Comité du danger présent », dont le but affiché est de contraindre la future administration à lutter contre l'Islam.



Dov. S. Zakheim

Dov Zakheim est certainement un des rares ecclésiastiques à avoir eu une telle carrière politique au cœur même du pouvoir états-unien, c'est-à-dire l'appareil militaro-industriel. Le responsable des cordons de la bourse du Pentagone est en effet très implanté au sein de la communauté juive. Né à Brooklyn, Zakheim vient d'une famille très sioniste. Son père compte Menachem Begin parmi ses amis, et vient de la même ville de Pologne que Yitzakh Shamir.

Diplômé en 1970 de l'université de Columbia, Dov Zakheim part faire ses études à Londres, à la London School of Economics. Diplômé du Jew's College de Londres en 1973, il obtient également un doctorat en économie et science politique au St Antony's College de l'université d'Oxford. C'est à cette époque

qu'il est ordonné rabbin.

Le défenseur des intérêts du Pentagone auprès de la communauté juive

L'entrée dans la sphère politique de Dov Zakheim est certainement plus liée à l'important capital relationnel dont il dispose par sa famille qu'à ses fortes convictions religieuses. Après avoir été employé par la division Affaires internationales et Sécurité nationale du Congressional Budget Office, il rejoint le pouvoir exécutif et le département de la Défense en 1981, sous la présidence de Ronald Reagan. Son rôle consiste, entre autres, à élaborer les plans de défense en cas de guerre nucléaire.

Rapidement, son appartenance à la communauté juive états-unienne le désigne pour en faire l'émissaire spécial en Israël. Il est chargé de faire avaler à Tel-Aviv les couleuvres de Washington.



Dov. S. Zakheim

En 1983, le secrétaire à la Défense de Ronald Reagan, Casper Weinberg, lui demande d'évaluer, puis d'organiser, l'opposition au projet d'avion de chasse israélien, le Lavi. Le programme élaboré par Tsahal menaçait de coûter plusieurs milliards de dollars au Pentagone, pour développer une arme qui aurait ensuite pu être vendue à la Chine et à l'Afrique du Sud. Pour avoir « saboté » le projet, Zakheim est qualifié de « traître à la famille » par le ministre de la Défense de l'époque, Moshe Arens, pourtant un ami d'enfance. En 1996, le rabbin états-unien

revient sur cet épisode dans un livre, *Flight of the Lavi - Inside a U.S.-Israeli Crisis*. Il y raconte comment il a mené à bien sa mission, et « résisté aux dirigeants israéliens, aux supporters de l'État juif à Washington et à la communauté juive américaine, afin de défendre les intérêts économiques et stratégiques des États-Unis ». Selon lui, la politique qu'il défendit à l'époque servait d'ailleurs également les intérêts d'Israël, puisqu'il coûtait moins cher à Tel-Aviv de s'équiper en matériel militaire états-unien que de produire ses propres technologies.

Zakheim aura l'occasion de rejouer ce rôle de médiateur avec Israël. Au début des années 1990, il est embauché comme consultant par McDonnell Douglas, une société d'armement états-unienne spécialisée dans la fabrication de F-15. Une fois en place, il convainc Washington d'accepter la vente de plusieurs exemplaires de cet avion de chasse à l'Arabie saoudite. D'après un article du *Baltimore Sun* paru en 1993, le rôle assigné par McDonnell Douglas à Zakheim était précisément « d'aider à amollir l'opposition potentielle d'Israël à la vente ».

Ces deux épisodes permettent de nuancer le concept de « lobby juif » états-unien, si fréquemment utilisé pour évoquer la communauté juive d'outre-Atlantique. En réalité, il apparaît que les Juifs états-uniens sont bien plus soumis à la volonté de Washington que l'inverse. Ce sont eux, ensuite, qui font

« tampon » entre les États-Unis et Israël, où ils sont chargés de défendre la politique de la Maison-Blanche en faisant valoir l'alliance indéfectible entre les deux pays.



L'actuelle administration Bush s'est inspirée de ces exemples plus récemment pour s'opposer à la politique d'installation de colonies par le Likoud. La Maison-Blanche a conduit à cette occasion une campagne en direction des pro-Israéliens à Washington, tout en établissant des groupes de travail comprenant des responsables états-uniens et israéliens, et en bénéficiant du soutien de la presse et de l'opinion publique israéliennes. Une démarche similaire à celle adoptée à la fin des années 1980 par Dov Zakheim. Elle facilita, à l'époque, la défaite électorale du gouvernement likoudnik.

Depuis cette période, Dov Zakheim a néanmoins dû donner des gages à Israël pour pouvoir encore servir de relais entre la Maison-Blanche et Tel-Aviv. En 1997, il prend ainsi ses fonctions au sein de la **Commission états-unienne pour la Préservation de l'héritage américain à l'étranger**, dont la mission est de protéger des sites ayant une valeur historique pour les États-Unis, principalement les cimetières juifs. Et lorsque plusieurs responsables états-uniens demandent, en 1998, à ce que des agents de la CIA soient envoyés en Israël pour s'assurer que les accords israélo-palestiniens de Wye Plantation sont bien appliqués par les deux parties, il affirme publiquement son opposition [1].

Au cœur du complexe militaro-industriel

Dov S. Zakheim ne peut pas être assimilé, en tant que rabbin membre de l'administration Bush, à un « *faucon sioniste* ». Certes, il est impossible de le considérer comme un pro-arabe, mais il est avant tout un défenseur des intérêts états-uniens, et notamment du Pentagone.

De 1985 à mars 1987, il est sous-secrétaire adjoint à la Défense pour la Planification et les Ressources. À ce titre, il joue un rôle actif dans le système d'acquisitions du département de la Défense. Il mène parallèlement une carrière dans le secteur privé, notamment en tant que consultant pour McDonnell Douglas et Northman Grupman ; ce qui est tout à fait symptomatique du mélange des genres fréquent au sein de la Défense états-unienne, où s'entrechoquent intérêts publics militaires et intérêts privés industriels. Des intérêts tellement indissociables que l'on parle du « *complexe militaro-industriel* ».

Début 2000, il devient vice-président de System Planning Corp, une société de technologie, recherche et analyse, basée à Arlington, en Virginie, et directeur général de SPC International Corp, une filiale spécialisée dans le conseil politique, militaire et économique. La System Planning Corp a également élaboré un système permettant de guider des avions à distance, depuis le sol. Il poursuit en parallèle son entrisme dans le milieu de la Défense. Bien que républicain, il est nommé par le secrétaire à la Défense de Bill Clinton, William

Cohen, au sein de la Task Force sur la Réforme de la Défense. L'année suivante, il siège au Bureau des Écoles régionales d'outre-mer du département de la Défense. En 2000, il a à nouveau l'occasion d'apporter son soutien au Pentagone dans le cadre de l'élaboration de sa politique d'achat, en participant au Conseil scientifique consacré à « *l'impact de la politique d'acquisition du DoD sur l'Industrie de la Santé militaire* ».

Autour du candidat Bush

Durant toute cette période, Zakheim travaille, en marge de ses activités officielles, à la victoire républicaine lors de la l'élection présidentielle à venir, en novembre 2000. En 1998, il signe le manifeste de ce qui n'est alors qu'un rassemblement d'ultra-conservateurs, le « *Projet pour un nouveau siècle américain* ». En 2000, ce groupuscule mis en place par l'**American Enterprise Institute** publie un nouveau rapport dans lequel il appelle de ses vœux un « *événement catastrophique et catalyseur, semblable à un nouveau Pearl Harbor* » afin de rallier l'opinion publique états-unienne à ses projets délirants [2]. Le document est signé par Dov Zakheim, mais aussi David Epstein, Robert Kagan, Eliot Cohen, I. Lewis Libby, Paul Wolfowitz... Il n'est pas destiné au grand public, mais plutôt aux bailleurs de fonds de la campagne républicaine afin de leur présenter le projet qu'ils financent.

Le travail de Zakheim est récompensé. En 1999, il est invité à rejoindre les « *Vulcains* », un groupe d'experts en politique étrangère piloté par Condoleezza Rice, qui forme à son domicile le candidat George W. Bush aux questions internationales [3]. Après que la Cour suprême eut nommé George W. Bush à la présidence, il participe brièvement à la Commission de transition de la Rand Corporation, en 2001. Cette commission se réunit après chaque élection présidentielle aux États-Unis afin d'exposer les propositions du complexe militaro-industriel au nouveau Président. L'état-major reconnaissant ne l'oublie pas au moment de la distribution des postes : une fois arrivée à la Maison-Blanche, l'équipe réunie autour du vice-président Dick Cheney le nomme Contrôleur et Directeur financier du Pentagone. À ce poste, il supervise l'explosion des dépenses militaires états-uniennes, pour le plus grand bonheur de l'industrie de l'armement pour laquelle il a si longtemps travaillé.

Des affiliations néo-conservatrices

S'il n'est pas à proprement parler, un défenseur acharné d'Israël, Dov S. Zakheim n'en est pas moins un néo-conservateur convaincu, comme en témoigne son **curriculum vitae**. Il est professeur d'économie auxiliaire à l'université Yeshiva de New York, enseigne au Trinity College, au National War College (où a également enseigné Daniel Pipes) et à l'université de Columbia. La liste des think-tanks qu'il a, à un moment ou à un autre, fréquentés permet de mieux cerner sa place dans le champ politique états-unien.

Dov Zakheim a siégé au comité directeur du **Foreign Policy Research Institute** jusqu'en 2000. LE FPRI a été dirigé par Daniel Pipes au milieu des années 1980 [4]. Ce groupe de recherche en politique étrangère néo-conservatrice, au sein duquel on trouve notamment Richard Perle et Alexander Haig, a été fondé par Robert Strausz-Hupé en 1955 et théorise depuis les moyens de parvenir à un

nouvel ordre mondial dirigé par les États-Unis, un « *empire américain* » selon le premier numéro de la revue du FPRI, *Orbis*, paru en 1957.

La participation de Zakheim au Center for Security Policy [5] en fait un faucon suffisamment introduit dans les milieux néo-conservateurs pour y faire valoir l'idéologie élaborée par le FPRI. Au sein de ce clan républicain, il se situe dans l'écurie du vice-président Dick Cheney, comme en atteste sa présence au sein du **Center for Strategic and International Studies**. On le trouve également à la **Fondation Heritage**, chantre de l'idéologie reaganienne, au Wilson Center for International Scholars et enfin au **Council on Foreign Relations**. Son appartenance au CFR atteste de sa notabilisation : seuls y sont admis les « happy few » démocrates ou républicains, membres de l'aristocratie politique washingtonienne et férus de politique étrangère

Le « danger présent »



James Woolsey

En mars 2004, Dov Zakheim démissionne de ses fonctions au Pentagone, sans donner de raison. Il a rejoint depuis la firme Booz Allen Hamilton, une structure à mi-chemin entre le cabinet d'avocat international, l'assureur de risque et la société de conseil, basée à McLean, en Virginie. Ce cabinet a notamment été sollicité pour travailler au projet de surveillance totale de la population états-unienne, le Total Information Awareness System [6]. Le 6 mai 2004, Zakheim a été nommé vice-président par le conseil d'administration de Booz Allen Hamilton [7],

où il rejoint l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey, nommé à ce poste en juillet 2002 [8].

Depuis juillet 2004, les deux hommes participent à la formation d'un troisième « *Comité sur le danger présent* », par référence au groupe homonyme créé une première fois au début de la Guerre froide pour lutter contre l'Union soviétique. Désormais, cet organisme devra « *défendre des politiques visant à gagner la guerre contre le terrorisme mondial, un terrorisme mené par des islamistes radicaux opposés à la liberté à la démocratie* ». On retrouve en son sein quarante et un néo-conservateurs particulièrement agressifs, tels que Jeane Kirkpatrick, Newt Gingrich, ou encore Frank Gaffney [9]. Un épisode qui rappelle celui du second « Comité sur le danger présent », créé sous Carter sous la forme d'un « shadow cabinet » [10] uniquement consacré à la politique étrangère. Après l'élection de Ronald Reagan en 1981, 46 d'entre eux avaient intégré l'administration présidentielle. À voir la composition de ce troisième « Comité sur le danger présent », on peut se faire une idée de ce que sera une seconde administration Bush fils, s'il doit y en avoir une.

Paul Labarique

[1] *Bio of Dov Zakheim : What the Board was Looking For*, par Caryn Litt, Yeshiva

University Observer.

[2] « **Rebuilding America's Defenses - Strategy, Forces and Resources for a New Century** », *The Project for a New American Century*, septembre 2000.

[3] *Bio of Dov Zakheim : What the Board was Looking For*, op.cit.

[4] « **Daniel Pipes, expert de la haine** », *Voltaire*, 5 mai 2004.

[5] Voir « **Les marionnettistes de Washington** », par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002.

[6] « **L'œil du Pentagone** », par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 18 novembre 2002.

[7] « **Dr. Dov S. Zakheim joins Booz Allen as Vice President** », de Booz Allen Hamilton 6 mai 2004.

[8] « **R. James Woolsey Joins Booz Allen as Vice President** », communiqué de Booz Allen Hamilton, 15 juillet 2002.

[9] « **Committee on Present Deception** », par Jim Lobe, *TomPaine.com*, 23 juillet 2004.

[10] Le « shadow cabinet », tel qu'il existe dans plusieurs pays anglophones, est un gouvernement fantôme composé d'autant de membres et de postes que le gouvernement au pouvoir au même moment

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Israël et les néo-conservateurs sur la défensive

Analyse

En révélant l'existence d'une enquête du FBI pour espionnage au profit d'Israël, CBS News a ouvert une polémique dans laquelle s'est engouffrée toute la presse états-unienne. Le suspect, dont l'identité a été révélée par le *Washington Post* et livrée en pâture à l'opinion publique, a travaillé pour l'Air Force en Israël, puis pour les services de Douglas Feith au Pentagone. Il aurait transmis à Tel-Aviv, via l'AIPAC, des informations classifiées sur le soutien apporté par le département de la Défense aux Moudjahidines du peuple pour déstabiliser l'Iran.

Ce tintamarre est d'autant plus surprenant que l'articulation des services de Feith et de ceux d'Amos Yaron sont connus, que l'organigramme et les méthodes de travail de cette cellule sont éventés, et que le plan de soutien aux Moudjahidines du peuple est un secret de polichinelle. Nous avons abondamment traité ces sujets dans nos colonnes. Cette affaire d'espionnage est donc qu'un ballon de baudruche.

Pour Avinoam Bar Yosef de l'Agence juive, il en est de même à chaque élection présidentielle états-unienne. Les candidats veulent montrer leur indépendance face à Israël, poursuit-il dans le *Jerusalem Post*, le quotidien de la droite israélienne. Ils agitent une affaire d'espionnage, puis ils tournent la page et on n'en entend plus parler pendant quatre ans.

Cette affaire n'est qu'un malentendu, affirme le professeur Robbie Sabel dans *Ha'aretz*, le quotidien de la gauche israélienne. Bien sûr qu'il y a eu des transmissions d'informations classifiées via l'AIPAC. C'est précisément le rôle des diplomates que, non pas de donner, mais d'échanger des informations

classifiées, et c'est le rôle de l'AIPAC de faciliter ces échanges entre Washington et Tel-Aviv. Cette enquête est assurément conduite par des officiers du FBI qui ignorent tout des pratiques diplomatiques et font du zèle.

Autre son de cloche du côté des néo-conservateurs : pour Frank J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, le FBI s'est joint à la cabale du département d'État et de la CIA contre ses amis. Une fois de plus Powell tente un coup bas contre Rumsfeld. Or, la plupart des néo-conservateurs mis en cause sont juifs, donc le FBI, la CIA et le département d'État sont antisémites, poursuit-il sans rire dans le *Washington Times*.

On se trompe de sujet, affirme Max Boot dans le *Los Angeles Times*. Le problème n'est pas de savoir si le plan de soutien aux Moudjahidines du peuple a été transmis à Tel-Aviv, mais pourquoi il n'est pas appliqué. Déstabiliser l'Iran devrait être une priorité des Etats-Unis, indépendamment de l'intérêt qu'Israël peut y trouver.

Thomas H. Kean et Lee H. Hamilton, respectivement président et vice-président de la Commission présidentielle bipartisane sur le 11 septembre, défendent dans le *Washington Post* leurs recommandations en matière de réforme du renseignement. Accusés de vouloir renforcer le contrôle politique des quinze principales agences, ils affirment ne rechercher qu'à favoriser le partage d'informations entre elles. Observons que le débat sur cette réforme se polarise sur une question de management, la « pensée de groupe » : les analystes de la CIA qui auraient disposé d'informations pertinentes pour prévenir les attentats ont renoncé à les faire valoir pour se conformer à la pensée dominante à l'intérieur de leur service. Dans le système bureaucratique, le conformisme l'emporte toujours au détriment du renseignement qui dérange. En rapprochant les agences, on risque donc de renforcer ce conformisme et de noyer définitivement les approches originales. MM. Kean et Hamilton assurent, pour leur part, qu'il faut au contraire organiser la confrontation des analyses des diverses agences pour permettre aux réflexions dissidentes de s'exprimer. De l'extérieur, il est étrange de vouloir résoudre ainsi le problème entre les agences, alors qu'il persiste à l'intérieur de chaque agence. D'autant que le système persiste à exiger du consensus. MM. Kean et Hamilton incarnent d'ailleurs cette volonté de trouver une parole unique, au-delà des clivages partisans. Leur commission a évacué toutes les questions dérangeantes qu'elle aurait pu se poser et eux-mêmes avaient été sélectionnés pour leur connivence : le républicain Thomas Kean dirige une société pétrolière impliquée dans la construction du pipe-line en Afghanistan et a travaillé, par le passé, avec la BCCI ; tandis que le démocrate Lee H. Hamilton a veillé, lors de l'enquête parlementaire sur la BCCI, à rejeter toutes les fautes sur les protagonistes étrangers.

Le *Los Angeles Times* commence à s'inquiéter de la répression politique qui s'abat sur les citoyens états-uniens. Aussi a-t-il donné la parole à une célèbre victime du MacCarthysme, le scénariste d'Hollywood Walter Bernstein. Celui-ci rappelle les méthodes mises en œuvre par le FBI : jamais de violence, mais une surveillance constante et des pressions permanentes. Il vivait alors dans la peur. Et cette peur, il la revit aujourd'hui.

Enfin, Peter R. Neumann et Joshua Kilberg s'interrogent dans le *New York Times* sur l'évolution de l'Armée du Mehdi en Irak. On croyait en avoir fini avec

les miliciens de Moqtada el-Sadr à Nadjaf, on doit encore les affronter à Bagdad. On pensait qu'ils rendaient les armes et entraient dans le processus politique, on devra compter sur eux à la fois sur le plan militaire et sur le plan politique. L'Armée du Mehdi est en train de devenir une milice-parti comme le Hezbollah libanais. Les deux groupes sont chiites et liés à l'Iran.

Réseau Voltaire

Avinoam Bar Yosef

Avinoam Bar Yosef est le directeur du Jewish People Policy Planning Institute, un organisme créé par l'Agence juive et présidé par Dennis Ross.

« Le scandale qui n'en est pas un »

Source : Jerusalem Post
Référence : « The scandal that isn't », par Avinoam Bar Yosef, *Jerusalem Post*, 7 septembre 2004.

Les rumeurs d'une conspiration juive sont courantes à Washington. Aujourd'hui, elle font suite à des fuites émanant du **FBI** affirmant que l'analyste du **Pentagone** Lawrence Franklin avait fourni des informations classifiées concernant l'Iran à Israël via l'**AIPAC**. Depuis ces fuites, le *Washington Post* et le *Los Angeles Times* multiplient les « révélations » laissant entendre que la « conspiration » est encore plus large qu'elle ne fut initialement révélée. En Israël, on estime que ce scandale est le fruit de la concurrence entre les néo-conservateurs et leurs opposants, ceux-ci voulant retrouver l'influence perdue après le 11 septembre. À chaque élection présidentielle états-unienne, l'intégrité d'Israël est remise en cause. Cela est surtout dû à la concurrence politique entre les candidats, pas à l'antisémitisme. En 2000 et en 1997, des affaires similaires avaient éclaté et aujourd'hui, plus personne ne s'en souvient. Il y a de nombreuses raisons de croire que cette affaire se dégonflera après les élections : les fuites viennent vraisemblablement des partisans de **John Kerry**, mais celui-ci est un partisan d'Israël tout comme W. Bush et il est douteux que, quelle que soit l'issue des élections, ces hommes rompent les relations avec Israël. En outre, les juifs états-uniens sont avant tout fidèles aux Etats-Unis, même s'ils ont un attachement à Israël. Jonathan Pollard était l'exception qui confirme la règle. De même l'AIPAC est un lobby pro-israélien, mais il est avant tout américain. Enfin, il est normal qu'à Washington des gens se rencontrent, mais cela ne signifie pas qu'ils échangent des informations confidentielles. L'« affaire » Franklin va bientôt rejoindre les autres « affaires ».

Robbie Sabel



Le Dr. Robbie Sabel est professeur à la faculté de droit de l'université de Jérusalem. Anciennement en poste à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, il a été vice-directeur du contrôle de l'armement et conseiller juridique au ministère des Affaires étrangères israélien.

« Le FBI a brisé les règles »

Source : Ha'aretz

Référence : « The FBI broke the rules », par Robbie Sabel, *Ha'aretz*, 9 septembre 2004.

L'affaire Franklin soulève la question du transfert d'informations classifiées. Le Code pénal interdit le transfert d'informations obtenues grâce à son poste à un étranger, mais dans les faits, il est rare qu'un diplomate discute avec un étranger sans commettre un tel crime. Un diplomate qui ne fournirait que des informations accessibles à tous perdrait vite de sa valeur comme contact. Les échanges diplomatiques impliquent toujours des échanges d'information sensibles.

Les informations concernant l'Iran ont une grande importance pour Israël. TI-Aviv reçoit beaucoup d'informations des différentes capitales du monde, toujours avec l'accord des services de renseignements du pays. Il n'est cependant pas possible de se préparer à l'avance à toutes les nuances de la conversation. Les États peuvent généralement compter sur le bon sens de leur diplomates et ceux-ci rendent compte des conversations qu'ils ont avec leurs homologues. Ils savent par ailleurs très précisément ce qu'ils doivent ne pas dire.

L'affaire Franklin semble être le fait d'un enquêteur inexpérimenté du FBI, peu au fait des usages diplomatiques et de ce que l'"AIPAC a toujours servi à ces échanges diplomatiques.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a

« Chasse aux sorcières ? »

Source : Washington Times

Référence : « Witch hunt ? », par Frank J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 8 septembre 2004.

Depuis des semaines, le **FBI** mène une campagne dans la presse contre des individus contre lesquels il est incapable de prouver quoi que ce soit. Ainsi, il souille la réputation de hauts responsables du gouvernement, des personnes que j'admire depuis des décennies et que je ne veux pas nommer pour ne pas salir un peu plus leur réputation.

Il est facile de deviner qui se cache derrière cette chasse aux sorcières car, à l'exception d'une seule des personnes incriminées, tous les accusés sont juifs. On ignore s'ils seront inculpés, mais on les accuse dans la presse d'avoir fourni à l'"AIPAC des informations à Israël concernant l'Iran. La presse prétend que le FBI enquêterait également sur des membres du cabinet de **Donald Rumsfeld** et

participé au sommet de Jerusalem.

de **Dick Cheney**. L'idée sous-tendue par ces articles de presse est que les juifs, ou ceux qui soutiennent Israël pour d'autres raisons, ont accepté l'idée venant d'Israël que l'Iran nucléarisé serait une menace. Selon cette hypothèse de départ, les États-Unis ne seraient pas menacés par l'Iran, seulement Israël. Cette chasse aux sorcières antisémite est un habillage pour une lutte idéologiques opposant les soi-disant « durs » aux soi-disant « modérés » dans l'administration Bush. L'offensive est menée par le **département d'État**, la **CIA** et des sénateurs démocrates au Congrès. Leur attitude est logique, mais pas celle du FBI. Pourtant, depuis trois ans, le Bureau tente de saper les liens entre Israël et les États-Unis et développe des liens dans la communauté musulmane.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Bush ne peut pas se permettre l'inaction face à l'Iran »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Bush Can't Afford Inaction on Iran », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 9 septembre 2004.

L'emballlement médiatique sur la « taupe » israélienne au **Pentagone** est en train de retomber encore plus vite que la campagne de **John Kerry**. Il semble que l'accusé ait, au pire, transmis une information classifiée qu'il n'aurait pas dû donner, ce n'est pas de l'espionnage. L'information en question traitait d'un plan de soutien aux opposants iraniens en Iran par les États-Unis. La vraie question que soulève cette affaire est donc surtout : pourquoi ce plan n'est pas appliqué ?

L'Iran est désigné par le **département d'État** comme le plus ardent soutien du terrorisme. Il soutient le Hezbollah, le Hamas et selon la **Commission d'enquête sur le 11 septembre**, il a laissé passer des membres d'Al Qaïda vers l'Afghanistan. Aujourd'hui, des membres d'Al Qaïda sont en Iran, officiellement en résidence surveillée mais en réalité ils peuvent poursuivre leurs actions mortelles depuis ce pays. En outre, l'Iran a entraîné la milice de Moqtada Sadr et est en train de construire une bombe nucléaire et des missiles de très longue portée, pouvant toucher l'Europe et les États-Unis.

Face à cette grave menace, **John Kerry** souhaite la conciliation, mais cela n'a pas plus de raison de fonctionner que l'accord de 1994 avec la Corée du Nord, et ce d'autant plus que Téhéran a déjà violé l'accord signé avec la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne en 2003. Il faut avoir une confrontation avec l'Iran, mais cela ne passe pas nécessairement par l'action militaire. Il faut soutenir les mouvements d'opposition et Bush doit soutenir cette politique.

Thomas H. Kean, Lee H. Hamilton



Ancien gouverneur républicain du New Jersey et membre de la National Endowment for Democracy, Thomas H. Kean a été président de la Commission d'enquête sur le 11 septembre. Il dirige la société pétrolière Amerada Hess.



Ancien représentant démocrate de l'Indiana et membre de la commission d'enquête sur l'Iranga et de la U.S. Commission on National Security/21st Century, Lee H. Hamilton a été vice-président de la Commission d'enquête sur le 11 septembre.

« Les réformes du renseignement ne peuvent plus attendre »

Source : Washington Post

Référence : « Intelligence Reform Can Wait No Longer », par Thomas H. Kean et Lee H. Hamilton, *Washington Post*, 8 septembre 2004.

Le rapport de la Commission d'enquête sur le 11 septembre a été critiqué sur deux points : nous aurions été trop vite en besogne et la structure du renseignement que nous proposons de mettre en place étoufferait les analyses et politiserait les informations.

Premièrement, cela fait deux ans que nous travaillons sur ces questions. Nous avons auditionné 1200 personnes et nous nous sommes appuyés sur des recommandations accumulées par des groupes d'experts depuis 50 ans.

Aujourd'hui, il est temps d'agir. En ce qui concerne la seconde critique, il faut noter que le statu quo n'a pas permis d'analyse comparative et que ce système a laissé advenir les attentats du 11 septembre. Nous proposons

d'institutionnaliser le partage des informations, non pas pour développer la « pensée de groupe » (c'est-à-dire l'assentiment au consensus), mais pour développer la confrontation d'analyses différentes. Cela sera également facilité par le renforcement du poste de directeur national du renseignement, qui n'a aujourd'hui de pouvoir réel que sur la CIA, mais devrait orienter le travail des 15 agences de renseignement. L'objectif n'est pas de priver les différents départements de leurs services de renseignement, mais d'accroître le partage de renseignement afin que les analyses soient plus complètes. Nous avons aussi proposé des mesures pour diversifier les points de vue.

Ce ne sont pas les structures mises en place qui politisent les renseignements, ce sont les gens.

Walter Bernstein



Ancienne victime du MacCarthysme, Walter Bernstein est scénariste et l'auteur de *Inside Out : A Memoir of the Blacklist*.

« Entre "eux" et "nous", la suspicion empoisonne l'air »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Between 'Us' and 'Them,' Suspicion Poisons the Air », par Walter Bernstein, *Los Angeles Times*, 9 septembre 2004.

La première fois que le FBI est venu me voir, c'était pour me demander des renseignements sur quelqu'un que j'avais connu à l'université, accusé d'espionnage pour l'URSS. La seconde fois, c'est parce que j'avais été moi-même placé sur la liste des éléments « subversifs ». Après cela, ils sont venus environ une fois par mois, toujours par deux, toujours habillés en noir, toujours en posant poliment les mêmes questions, jamais les mêmes agents. Aujourd'hui, ils agissent de la même façon avec les activistes anti-guerre qui comptaient se rendre à New York pour la convention républicaine.

Ces agents sont polis et ne font pas de mal, ils posent simplement des questions après tout. Toutefois, les opinions politiques sont notées, les noms sont inscrits sur des listes, les voisins et employeurs sont prévenus et la suspicion se répand. Les gens perdent leur emploi, non pas à cause de leurs activités, mais à cause de leurs idées. Mon concierge m'avait avoué, mal à l'aise, qu'on l'obligeait à déclarer les publications que je recevais dans ma boîte aux lettres.

Il n'y a rien de nouveau là-dedans, mon pays a une vieille habitude de **chasse aux sorcières**. Hier c'était le communisme, aujourd'hui c'est le terrorisme. Moi, cela m'a mis au chômage pendant dix ans, je ne fus pas le seul. Cette fois, ils ne sont pas venus me voir ou bien pas encore. À l'époque, j'avais eu droit à des visites pendant dix ans, ils venaient me voir dans la rue, chez moi, dans un bus. Toujours pour me poser les mêmes questions, mais surtout pour me faire comprendre qu'ils savaient toujours où me trouver. Cela me faisait peur, c'est encore le cas.

Peter R. Neumann, Joshua Kilberg

Peter R. Neumann est chercheur sur les questions de terrorisme au département des études militaires au King's College de Londres.

Joshua Kilberg est analyste politique à l'Atlantic Council of Canada.

« L'Iran veut-il un nouveau Liban ? »

Source : New York Times

Référence : « Does Iran Want Another Lebanon ? », par Peter R. Neumann et Joshua Kilberg, *New York Times*, 8 septembre 2004.

Après la fin pacifique de l'affrontement militaire à Nadjaf, beaucoup d'Irakiens et d'Américains ont espéré que le conflit entre Moqtada Sadr et **Iyad Allaoui** était terminé et que les hommes de Sadr allaient revenir dans leurs foyers. Les nouveaux affrontements à Sadr City montrent qu'il n'en est rien et que les

partisans de Sadr poursuivent la lutte. Certains prétendent que ce groupe n'arrêtera jamais le combat, tandis que d'autres pensent que les combats ont repris simplement parce que Sadr veut être en position de force à la table des négociations. Il existe une troisième possibilité, plus inquiétante : la transformation de l'armée du Mehdi en une version irakienne du Hezbollah libanais.

Le Hezbollah occupe une place à part dans l'univers terroriste car il a lié une dimension politique forte à son action. Ce groupe a émergé suite à l'invasion israélienne du Liban en 1982 avec une volonté de constituer une République islamique, mais sachant que la seule action terroriste ne lui permettrait pas de rallier grand monde dans le Liban multiethnique. Le Hezbollah a donc mis au point une stratégie d'aide sociale et d'action politique visant à lui faire incarner les chiïtes dans leur ensemble. Il a ainsi acquis un soutien populaire tout en menant des frappes ciblées contre Israël et les institutions juives. Dans les années 1990, il s'est lancé en politique et il est devenu le premier parti du Liban lors des élections de 1992.

Le Hezbollah et l'armée du Mehdi ont un point commun : ils sont tous les deux soutenus par l'Iran, et il est probable que Téhéran essaye de faire de la milice de Sadr l'équivalent du Hezbollah pour avoir un moyen de pression politique et militaire. On ne peut pas empêcher Sadr de participer au processus politique, mais il faut être ferme sur le désarmement de sa milice.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html